



L'extrême droite profite du manque de moyens dédiés à l'EVARS pour s'infiltrer dans nos lycées!

Une enquête publiée par Mediapart le 3 octobre dernier a révélé que "Lift", organisme proposant *"une solution clé-en-main pour des séances d'EVARS réussies"*, a remporté en novembre 2024 un appel d'offres de la région Auvergne-Rhône-Alpes dans le but d'initier une *"action de lutte contre la pornographie dans les lycées de la région"*. Suite à cette enquête, la CGT Educ'action 01, la FSU 01 et Sud Education 01, au sein de VISA 01, expriment leur inquiétude et leurs interrogations et appellent les personnels de l'éducation des lycées de l'Ain à la plus grande vigilance.

Le programme d'EVARS (éducation à la vie affective et relationnelle, et à la sexualité) est un programme ambitieux que des camarades de nos organisations ont participé à construire. Il est un levier essentiel pour favoriser la connaissance et l'estime de soi, les relations saines entre les personnes et protéger les jeunes des violences sexistes, sexuelles, intrafamiliales, pour combattre les discriminations et éduquer à l'égalité. Le programme fait cependant l'objet de pressions de la part de collectifs de parents d'élèves, dans la mouvance conservatrice, réactionnaire ou proche de l'extrême droite. Ces collectifs diffusent des mensonges et contre-vérités sur l'EVARS, pour saper les fondements même de ce programme. Ils utilisent une rhétorique complotiste et un discours discriminant à l'égard des personnes LGBTI pour convaincre les parents d'élèves que l'EVARS constituerait un danger pour leurs enfants. Au contraire, c'est bien le manque d'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle qui constitue un danger pour les enfants, les femmes, les personnes LGBTI. Depuis la publication du programme d'EVARS, ces associations et collectifs sont de plus en plus actifs : tracts, mensonges, menaces contre les personnels et appel à ne pas envoyer les élèves dans les écoles, collèges et lycées le 10 mars dernier, immiscions dans l'organisation de ces séances etc[1].

D'après l'enquête de Mediapart **"Lift" était la seule société à avoir répondu à l'appel d'offres, qui lui permettrait de toucher 50 000€ d'argent public.** Cette candidature unique interroge sur la publicité qui a été faite à cet appel d'offres. Mais l'inquiétude de nos organisations se base sur un autre constat. Sur son site internet, **"Lift" se présente comme une organisation dont les objectifs visent à éduquer les jeunes** grâce à des *"contenus positifs"* sur des *"sujets qui touchent à la fois à la vie affective et relationnelle, au développement des compétences psychosociales et au soin de la santé physique et mentale, selon une approche (...) holistique (...) objective (...) et bienveillante"*, selon les principes de *"neutralité et de laïcité"*. Si cette plateforme a vu le jour, c'est, toujours selon le site internet, parce que *"seuls 20 % des collégiens et 15 % des lycéens participent [aux séances d'EVARS], en raison du manque de ressources pédagogiques, du coût des interventions extérieures ou de la difficulté à trouver des experts qualifiés."* La "so-

lution clé-en-main pour des séances d'EVARS réussies" commercialisée par Lift intègre une formation et des ressources pour les animateurs, des vidéos et supports pour la séance, et une formation pour les parents.

Or, **nous doutons du respect des principes de "neutralité et de laïcité" ou du caractère "objectif" de l'approche de Lift** dans la mesure où Mediapart a relevé que sur le site de Lift, certain·es pseudo-expert·es cité·es dans les vidéos proposées aux élèves ont des liens étroits avec les milieux catholiques les plus réactionnaires. C'est le cas de Maÿlis Conil-Lacoste, présentée comme formatrice en EVARS, sexualité et vie numérique. C'est auprès du CLER Amour et Famille, une association catholique conservatrice agréée par l'État, qu'elle a effectué sa formation. Elle est animatrice de Cycloshow-XY, une association créée par une docteure allemande, Elisabeth Raith-Paula, qui participe à des actions anti-avortement et fait la promotion de la planification familiale naturelle. Au mois de février 2025, Maÿlis Conil-Lacoste intervenait lors d'un festival organisé par les jeunes de la Communauté de l'Emmanuel, un des principaux mouvements catholiques français pour promouvoir les thérapies de conversion[2], pratiques interdites et contraires aux droits fondamentaux.

De plus, **l'enquête de Mediapart révèle que la société Lift est financée à 99,7% par Pierre-Édouard Stérin**, milliardaire français libertarien et chrétien intégriste revendiqué, exilé fiscalement en Belgique et issu de la mouvance d'extrême-droite. Ce dernier assume très clairement ses positions : Thomas Lemahieu, dans son article à l'Humanité du 19/07/2024, a révélé qu'avec son projet PERICLES (tout est dit dans l'acronyme : Patriotes, Enracinés, Résistants, Identitaires, Chrétiens, Libéraux, Européens, Souverainistes), Pierre-Edouard Stérin entend consacrer une partie de sa fortune personnelle à la victoire idéologique et politique des partis d'extrême-droite, notamment en finançant des campagnes politiques, en prévoyant l'achat d'un institut de sondage, en promouvant les idées d'extrême-droite dans les médias, sur les réseaux sociaux, dans la production intellectuelle... Le financement d'une organisation destinée à forcer l'entrée dans l'Éducation Nationale pour y faire la promotion d'idées d'extrême droite s'inscrirait parfaitement dans cette ligne. Il permettrait de distiller les arguments fantaisistes et complotistes habituels de l'extrême droite contre - entre autres - la supposée "théorie du genre" ou d'imposer dans les esprits des élèves une logique nataliste centrée sur une prétendue "souche européenne".

Les organisations membres du dispositif VISA 01 affirment que **dans ces conditions, il est impensable de laisser l'EVARS, outil du droit à l'éducation et à la santé des élèves, qui se doit d'être inclusive et féministe, aux mains d'une entreprise dont nous craignons les dérives** possibles, susceptible de mettre nos élèves en danger et de renforcer les oppressions qu'ils et elles vivent peut-être déjà en orientant potentiellement les contenus, nous le craignons, vers un idéal social fondé sur des idées profondément réactionnaires, violentes, anti-féministes, transphobes, racistes, validistes, et discriminantes de manière générale.

La menace que nous soulignons ne serait cependant pas possible sans le désinvestissement croissant de l'État dans les services publics et dans l'École en particulier ; en effet, à cette rentrée 2025, les heures attribuées aux établissements secondaires dans l'Ain sont largement insuffisantes pour pouvoir mettre en place les 3 séances d'EVARS par an par niveau. Nos organisations syndicales s'en inquiètent vivement et exigent des moyens financiers et humains, incluant la formation des personnels pour mettre en place en interne les séances obligatoires d'EVARS sans devoir faire appel à des organisations extérieures dont la neutralité idéologique nous semble plus que douteuse.

En n'allouant aucun moyen suffisant pour former et rémunérer les personnels investis dans l'EVARS, alors même que ces personnels sont déjà régulièrement épuisés en raison du sous-effectif et de l'augmentation de la charge de travail partout dans le service public de l'éducation, **le ministère de l'Éducation nationale laisse le champ libre à l'ingérence de l'extrême droite dans cet enseignement.** Ce vide institutionnel transforme un enjeu éducatif, émancipateur et de santé public en un marché idéologique à conquérir.

C'est pourquoi les organisations membres de VISA 01 :

- **demandent à la Région Auvergne-Rhône-Alpes d'annuler le partenariat** avec Lift ;
- **appellent à la vigilance de toutes et tous** tant que le partenariat n'est pas annulé, notamment dans les lycées;
- rappellent que toute convention, y compris avec Lift, doit être présentée et obtenir l'accord du CA pour se mettre en place dans les établissements du second degré et **appellent donc les membres des Conseils d'administration à voter contre toute convention avec Lift** si elle était présentée en CA;
- **exigent les moyens supplémentaires nécessaires** pour l'EVARS ;
- **demandent des heures de décharge de service pour les personnels volontaires** pour assurer la coordination et l'animation de ces séances;
- **réclament des formations de qualité** pour garantir un enseignement respectueux, laïque et inclusif pour tous·tes les élèves.
- **invitent tous les personnels de l'éducation de l'Ain à faire remonter à l'une ou l'autre de nos organisations toute tentative d'ingérence de l'extrême droite** dans nos missions quotidiennes.

Bourg-en-Bresse, le 01/11/2025

[1] Voir le communiqué intersyndical *L'EVARS (Education à la Vie Affective, Relationnelle et Sexuelle), un impératif éducatif et citoyen* du 11 mars 2025, signé par FSU, UNSA Éducation, CFDT éducation, formation, recherche publique, CGT éduc'action et SUD éducation.

[2] "L'expression « *thérapie de conversion* », née aux États-Unis dans les années 1950, renvoie à des pratiques prétendant modifier l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne. Ces "thérapies" s'appuient sur un postulat selon lequel l'homosexualité, la bisexualité et la transidentité sont des maladies qu'il conviendrait de guérir. Depuis la loi du 31 janvier 2022 interdisant les pratiques visant à modifier l'orientation sexuelle ou l'identité de genre d'une personne, une infraction spécifique est créée qui punit « les pratiques, les comportements ou les propos répétés visant à modifier ou à réprimer l'orientation sexuelle ou l'identité de genre, vraie ou supposée, d'une personne et ayant pour effet une altération de sa santé physique ou mentale » (Article 225-4-13 du Code pénal)." <https://www.sos-homophobie.org/aide-en-ligne/therapies-de-conversion>